

Grandes et petites manœuvres, avec Macron au milieu

- ▶ La bulle européenne s'agite autour de questions qui détermineront les rapports de force dans la prochaine législature.
- ▶ Avec une grande inconnue : comment Emmanuel Macron organisera une recomposition attendue des familles politiques ?

C'est un grand jeu de Stratego européen qui est en train de se mettre en branle. L'énorme intérêt qu'il suscitera parmi les spécialistes et autres passionnés de la « bulle européenne » bruxelloise sera inversement proportionnel à celui du grand public. Car il s'agira d'une lutte politique à trois bandes, truffée d'aspects institutionnels picrocholis, qui ne seront perceptibles du plus grand nombre que lorsqu'en surgiront périodiquement l'un ou l'autre nom connu. Et pourtant, c'est de cette grande tambouille politicienne entre les grandes familles politiques européennes que sortiront, d'ici un an et demi, les rapports de forces politiques qui détermineront le fonctionnement des institutions de l'UE et l'identité de celles et ceux qui les dirigeront de la prochaine législature.

Comme tous les cinq ans, il faut arrêter la composition exacte par pays de la prochaine assemblée. Cas particulier cette fois-ci : vu le départ prochain du Royaume-Uni, s'est posée la question du sort de ses 73 sièges. L'affaire a fait l'objet de longues palabres au Parlement européen (PE). Résultat : la commission des Affaires constitutionnelles (Afco) a décidé de réduire de 771 à 705 la composition du PE, en réattribuant 27 sièges aux pays lésés par l'ancienne répartition. Mais profitant de l'occasion, les partisans d'une circonscription européenne, galvanisés par Emmanuel Macron qui en a fait l'une de ses propositions de campagne, ont fait adopter le projet de listes transnationales : un serpent de mer européen. Le principe : outre leur vote pour les candidats nationaux, les citoyens européens disposeraient d'un second vote pour élire des députés issus de toute l'UE. Lesquels constitueraient donc un pool de 27 euro-députés « transnationaux », prélevé sur les 73 anciens sièges britanniques. Argument des partisans : la création d'une véritable démocratie européenne.

La proposition suscite cependant beaucoup de divisions. Le Parti populaire européen (PPE, droite modérée), première force politique au PE, se dit officiellement opposé aux listes transnationales, qui « ne feraient qu'approfondir le fossé entre les institutions et le citoyen ». Mais lors du vote de mercredi, ses partisans (libéraux, sociaux-démocrates et Verts) ont bon espoir d'arracher le soutien de la délégation espagnole du PPE, ainsi que de paquets de voix françaises, polonaises et autres. « Le projet obtiendra sans doute une majorité », prédit la PPE Polonaise Danuta Huebner, prési-

dente de la commission Afco et co-rapporteuse du projet. *Mais ce sera sans effet, car le texte conditionne les listes transnationales à leur adoption à l'unanimité par le Conseil (les États, NDLR). De plus, il faudrait pour les faire aboutir modifier la loi électorale européenne, qui devrait ensuite être ratifiée par les parlements nationaux. Or le projet est enlisé au Conseil depuis des années.* » Autant dire que la perspective ouvre plus sur les calendres grecques que sur la date des prochaines élections européennes. Et personne ne sait comment fonctionneraient ces listes, si leurs élus étaient intégrés aux quotas nationaux (plafonnés par les Traités), etc.

Et surtout : les quatre pays du groupe de Visegrad ont déjà indiqué qu'ils s'y opposeraient. Pologne, Hongrie, Tchéquie et Slovaquie considèrent en effet que ces listes favoriseraient les candidats de grands pays. Mais il n'y a pas qu'eux : d'autres États, comme les Pays-Bas ou le Danemark, y sont plus que réticents...

Cas particulier cette fois-ci : vu le départ prochain du Royaume-Uni, s'est posée la question du sort de ses 73 sièges

L'autre bras de fer porte sur la question des « têtes de listes », ou « spitzenkandidaten » selon l'expression allemande couramment usitée (voir ci-dessous à gauche.) Lors de sa session de mercredi, le PE adoptera sans surprise une résolution annonçant qu'à l'issue des élections de 2019, il n'acceptera pas d'élire un président de Commission qui n'aura pas été tête de liste, et donc candidat de sa famille politique pour le poste. Les partis pro-européens du PE – donc le Parlement en tant que tel – tiennent dur comme fer à ce système, tandis que les États y sont opposés ou très réticents. Pour deux raisons très simples, pas toujours avouables. Primo : ce système dépasse les chefs d'État ou de gouvernement du choix du président de la Commission, autrefois négocié par eux seuls, entre quatre murs, dans le cadre de marchandages incluant les autres hautes fonctions (président du Conseil européen et Haut représentant pour les Affaires étrangères). Secundo : le système des « candidats têtes de listes » rend hasardeuses leurs propres candidatures à ce poste : il faut se soumettre aux scrutins internes des familles politiques, avant le test électoral

européen lui-même...

Les 27 (sans Theresa May qui n'est plus concernée) vont tenter de prendre position le 23 février. Mais en sachant que le Parlement est encore plus catégorique qu'en 2014 dans son intention d'user de sa faculté à accepter ou rejeter le candidat qui sera proposé par le Conseil, leur marge de manœuvre restera très étroite. Sur cette question aussi, la position qu'adoptera le président français sera très observée. Car Emmanuel Macron n'aime pas trop le système des « spitzenkandidaten » s'il ne s'inscrit pas dans le système des listes transnationales. Pour une raison très simple : si son parti La République en Marche n'évolue pas dans le cadre de l'une des grandes familles politiques européennes, le président français ne sera pas en position d'influer sur la désignation du prochain président de la Commission. Raison pour laquelle la recomposition des familles politiques européennes est devenue un élément essentiel de la stratégie européenne d'Emmanuel Macron lire ci-contre. ■

JUREK KUCKIEWICZ

« SPITZENKANDIDATEN »

Histoire d'un putsch institutionnel

Le traité de Lisbonne a institué en 2009 que le président de la Commission européenne est proposé au Parlement par le Conseil européen (les chefs d'État ou de gouvernement) « en tenant compte du résultat des élections européennes ». Dès 2014, les partis politiques européens ont interprété à leur avantage cette nouvelle disposition : en décidant de choisir des « candidats de tête » (« spitzenkandidaten », comme on les appelle en Allemagne), et en annonçant que le Parlement n'acceptera d'investir que celui qui aura réussi à obtenir une majorité en sa faveur, le Parlement européen a pris le contrôle d'une procédure qui jusque-là avait été du ressort des chefs d'État ou de gouvernement. Le PPE ayant obtenu le plus grand nombre de sièges au PE, c'est naturellement qu'il a réussi à imposer à la tête de la Commission son candidat Jean-Claude Juncker, dont nombre de dirigeants, dont Angela Merkel, ne voulaient pas au départ.

J.K.Z

LES NOMS LES PLUS CITES POUR PRENDRE LA TÊTE DE LA COMMISSION

Le PPE (droite modérée)

Michel Barnier. C'est peu de dire que l'actuel négociateur de l'UE pour le Brexit est actuellement le candidat favori pour succéder en 2019 à Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne. Piquant : le Français avait été battu par le Luxembourgeois dans l'élection interne au PPE pour le poste de « tête de liste » et candidat officiel de cette famille politique en 2014. Mais en désignant Barnier comme négociateur de la Commission pour le Brexit, en charge de ce dossier historique, Juncker lui a offert un tremplin vers le 13ème étage du Berlaymont. Car depuis le début de la négociation avec le Royaume-Uni, l'ex-ministre français de l'Agriculture et des Affaires étrangères qui fut ensuite commissaire européen au Marché intérieur, assure avec une maestria qui fait l'unanimité : il incarne la solidité inflexible des 27, parcourt l'Europe à la rencontre des gouvernements, des parlements et des corps intermédiaires pour expliquer la négociation et écouter les inquiétudes de tous, il peaufine chacune de ses sorties publiques ultra-préparées, et livrant juste ce qu'il faut de petits messages bien ciselés pour que la presse les répercute à l'infini. Et tout cela, avec juste ce qu'il faut sans jamais un mot de trop.

Au PPE, sa candidature paraît naturelle à

beaucoup, mais est-elle acquise ? *« Actuellement, il tient la corde, confie un dirigeant influent de la famille démocrate-chrétienne européenne, mais je ne suis pas fixé. »*

Son principal point faible ? *« Le facteur âge pourrait jouer »,* fait remarquer une source proche à l'intersection de différents cercles de pouvoir. *« On pourrait vouloir miser sur quelqu'un de la génération Erasmus. »*

Les autres noms.

Christine Lagarde. Certains observateurs pensent que l'actuelle patronne du FMI, ex-ministre des Finances de Nicolas Sarkozy, est l'outsider qui a toutes les chances dans le camp de la droite. Elle présente toutefois le handicap, qui serait inévitablement très exploité par les adversaires, de sa condamnation en France dans l'affaire de l'arbitrage qui a privilégié Bernard Tapie.

Jirki Katainen. L'ex-premier ministre finlandais, actuellement vice-président de la Commission en charge de la Croissance, est perçu comme le membre du collège le plus assoiffé d'atteindre la fonction exécutive suprême. Quadragénaire (il aura 47 ans l'an prochain), classé bien à droite, il ne semble toutefois pas bénéficier d'un grand capital d'image, ni dans les rangs du PPE, ni dans le grand public.

Le PSE (sociaux-démocrates)

Pierre Moscovici. Actuel commissaire aux Affaires économiques et financières, et donc à la supervision budgétaire des Etats (une responsabilité qu'il partage avec l'Estonien Dombrovskis), personne ne doute que l'ex-ministre des Finances de François Hollande, pro-européen de toujours, y pense beaucoup en se rasant. Problème : vu l'effondrement qui s'annonce pour sa famille (européenne, mais aussi française) dans les prochaines élections européennes, le « candidat tête de liste » social-démocrate risque bien de faire de la figuration dans la course à la présidence de la Commission. Mais par les effets du partage classique des postes entre familles politiques, il pourrait hériter du poste prestigieux et non dénué d'influence de président du Parlement européen.

Federica Mogherini. La cheffe de la diplomatie européenne est aussi perçue comme l'une des commissaires en embuscade pour le poste.

Beaucoup plus impliquée dans l'action collective de la Commission que ne l'était sa prédécesseuse Cathy Ashton, l'Italienne bénéficie d'une très bonne image. Jeune, aguerrie par un job haletant mais ingrat vu son pouvoir limité, ses chances seront, comme pour Moscovici, proportionnelles aux résultats électoraux des sociaux-

démocrates. On imagine moins cette jeune battante au perchoir du Parlement européen. Mais pour-quoi pas ?

Frans Timmermans. Officiellement numéro 2 de la Commission Juncker, on avait cru qu'il en serait effectivement l'homme fort. Mais le travailliste néerlandais, brillant orateur dans plusieurs langues, n'a pas marqué les esprits autant qu'il l'aurait espéré. Et Juncker lui a préféré, pour gérer la négociation du Brexit, son propre coreligionnaire Barnier. M. Timmermans a récemment avoué qu'il rêve de récupérer le poste de chef de la diplomatie européenne. Pour bien se placer, il aura sans doute intérêt à ambitionner la tête de liste européenne de sa famille politique.

J. KZ

L'ALDE (Libéraux)

Margrethe Vestager. Elle est incontestablement LA candidate dont on parle le plus. De la même manière que Barnier bénéficie de l'extraordinaire médiatisation du Brexit, la Danoise est devenue une superstar pour s'être attaquée aux abus fiscaux et aux pratiques anticoncurrentielles des grandes multinationales et en particulier des GAFAs (Google, Apple, Facebook, Amazon). Puissante de par sa fonction de commissaire à la Concurrence, implacable, mais sympathique et avenante dans le contact personnel (les journalistes l'adorent), cette ex-ministre des Finances a confié récemment aux quotidiens *De Tijd* et *L'Echo* qu'elle remplirait volontiers dans sa fonction actuelle. Une sortie qui est la plus proche possible d'une déclai-

ration d'intérêt pour la présidence de la Commission, sachant qu'aucun commissaire européen, surtout à l'un des postes les plus en vue, ne s'y est jamais succédé à lui-même. Son principal point faible : le Danemark n'est pas dans la zone euro et n'y est pas contraint. Et il s'est aussi exclu de la coopération européenne en matière de police. Cela affaiblirait considérablement les chances de Vestager.

Les autres noms

Xavier Bettel. Le Premier ministre luxembourgeois, qui a de fortes chances d'être éjecté de son poste par les chrétiens-sociaux lors des élections législatives d'octobre prochain, cultive notamment ses relations parmi les eurodéputés ALDE, ainsi qu'auprès des délégués nationaux qui désigneront le « spitzkandidat » libéral.

Guy Verhofstadt. Même si le Belge, chef de file des libéraux au PE, paraît actuellement mesurer que Margrethe Vestager semble être la candidate libérale idéale, chacun qui le connaît un peu sait que le Gantois n'hésitera jamais à tenter sa chance pour un poste qu'il a ambitionné et qui lui a déjà échappé à plusieurs reprises.

Mark Rutte. Le Premier ministre néerlandais vient d'entamer son troisième mandat. A l'approche de la décennie, on le dit intéressé par un rôle de premier plan européen. Mais comme tous les chefs de gouvernement, il se voit mal en candidat attiré de sa famille au poste de président de la Commission, au risque de subir un revers toujours gênant. Il pourrait se rabattre sur la présidence du Conseil européen.

J. KZ

L'outsider star

Ianis Varoufakis.

L'éphémère ministre des Finances d'Alexis Tsipras, pourfendeur de l'ordre monétariste et ultralibéral européen, serait pressenti pour représenter la gauche radicale (GUE) lors des prochaines élections, comme son Premier ministre Alexis Tsipras l'avait été en 2014. Vu le poids de la gauche, il n'a aucune chance. Mais Ianis Varoufakis pourrait malgré tout de même faire un tabac médiatique, et dynamiser intellectuellement une campagne européenne qui se jouera, in fine, entre des pro-européens bon teint.

J. KZ

recomposition Une Europe En Marche libérale et centriste

Dans la politique européenne comme ailleurs, aucune politique ne vaut si elle ne peut apporter une réponse convaincante à la célèbre question de Staline : « *Combien de divisions ?* » Derrière les discours d'Emmanuel Macron en faveur des listes transnationales (lire à gauche), et de la nécessaire « refondation européenne » qu'il prône, se pose la question cruciale pour le président français de son positionnement parmi les grandes familles politiques européennes. Car c'est entre ces partis que se négocient notamment les désignations aux grands postes, et que se préparent les grandes décisions.

À l'échelon européen, les libéraux de l'Alliance libérale et démocrate (ALDE), dont plusieurs dirigeants sont proches de Macron (voir infographie), avaient d'abord cru un peu rapidement que La République En Marche (LREM) rejoindrait naturellement leur famille politique. Le PPE a comme affilié français Les Républicains, tandis que le Parti socialiste européen abrite logiquement le PS français : l'adhésion de LREM à l'ALDE a paru d'autant plus naturelle que le Modem et l'UDI, les deux partis centristes alliés à Macron, en sont membres. À ce jour, il n'en a rien été. Mais personne ne doute d'une chose : Emmanuel Macron voudra être au centre d'un mouvement européen important. Le président français, auquel on avait même prêté l'intention de tenter de rééditer le coup de la création d'un parti européen à

partir de rien, comme il l'avait fait en France, maintient le mystère sur ses intentions.

Pieyre-Alexandre Anglade, député à l'Assemblée nationale pour les Français du Benelux (et ancien assistant parlementaire d'un eurodéputé tchèque libéral), est chargé par LREM de plancher sur sa perspective européenne. Il explique au *Soir* les raisons de l'attentisme présidentiel : « *Présumer de ce que sera le Parlement européen dans un an et demi serait hasardeux. Les grands groupes sont traversés de courants qui s'opposent parfois. Si on prend en compte ces évolutions, et la montée des extrêmes-droites, on ne peut exclure une forme de recombinaison. L'enjeu pour un mouvement neuf comme le nôtre, c'est de réussir à s'insérer dans ce schéma en prenant compte de toutes les inconnues qui pèsent encore : le Brexit, la question catalane qui peut revenir, les élections italiennes, l'Allemagne toujours sans coalition, et les crispations en Europe centrale...* »

Selon nos informations et nos recoupements, il y a toutefois bien un scénario sur la table. Sa première étape n'aura lieu qu'aux élections européennes de 2019 : elle doit permettre à LREM (peut-être renforcée par des ralliements de grandes figures pro-européennes de LR) de faire entrer un gros contingent des siens au PE. Seconde étape, LREM s'associe à la famille libérale pour créer un groupe de poids, sous un nouveau nom : Guy Verhofstadt en aurait fait déjà son deuil. (Macron doit être extrêmement prudent avec l'étiquette libérale : en

France, le terme fait figure d'épouvantail, et l'accusation de « libéralisme » pèse déjà sur l'image du nouveau président ! C'est pourquoi il est hors de question d'annoncer la nouvelle alliance avant les élections européennes.)

Le mouvement ne s'arrêterait pas là. Beaucoup pensent que le Parti démocrate de Renzi, plus centriste que socialiste, pourrait quitter un groupe social-démocrate promis à une sérieuse dégelée, pour rejoindre la nouvelle formation. Et les Macroniens voient aussi des ralliés possibles dans les rangs du PPE : la présence du Fidesz du sulfureux populiste Orban, et la coalition formée par le membre autrichien Sebastian Kurz avec l'extrême-droite, provoquent une gêne croissante dans un groupe bâti sur les idéaux démocrates-chrétiens... « *La démarche sera sans exclusive ni a priori* », assure Pieyre-Alexandre Anglade, qui, sans vouloir confirmer le scénario, assure « *ne pas vouloir insulter l'avenir* » en évoquant un « *spectre très large qui se rétrécira lors des négociations politiques.* »

Au bilan des opérations, le nouveau groupe libéralo-macronien pourrait très bien se retrouver seconde force politique au Parlement.

Quant au Conseil européen (le cénacle des chefs d'État ou de gouvernement), les libéraux y comptent actuellement le plus gros contingent : huit chefs de gouvernement, sans compter Macron ! Un poids considérable qui plaide, lui aussi, en faveur de la recombinaison avec l'ALDE. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

Rapport entre La République En Marche et les grandes familles politiques européennes

